



Amélioration de la situation économique en Normandie au 4^e trimestre 2016

Au quatrième trimestre 2016, l'emploi salarié progresse de 0,2 %, porté par l'intérim, en forte hausse pour le deuxième trimestre consécutif. Cependant hors intérim, l'emploi industriel s'infléchit et la construction perd toujours des postes salariés. L'activité dans ce domaine ralentit dans le logement mais se redresse dans les locaux non résidentiels. Le chômage baisse de 0,2 point sur le trimestre. Le nombre de demandeurs d'emplois diminue, excepté chez les seniors. Les créations d'entreprises augmentent et les défaillances reculent. La fréquentation hôtelière est en hausse.

Catherine Sueur (Insee)

Rédaction achevée le 31 mars 2017

L'emploi salarié porté par l'intérim

Au 4^e trimestre 2016, l'emploi salarié du secteur marchand non agricole augmente de 0,2 % par rapport au trimestre précédent en Normandie, gagnant 1 800 emplois nets. En France métropolitaine, la hausse atteint + 0,4 % (*figure 1*).

Au niveau départemental (*figure 2*), la croissance de l'emploi est plus soutenue dans le Calvados et en Seine-Maritime (+ 0,3 %). *A contrario*, la baisse se poursuit dans l'Eure (- 0,1 %).

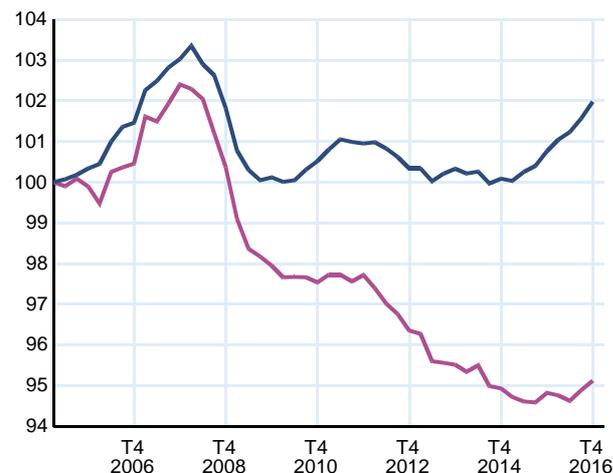
Cette hausse de l'emploi salarié marchand repose principalement sur l'intérim (+ 5,7 %, soit + 2 200 postes), plus fortement utilisé dans l'industrie et la construction (*figure 3*).

Hors intérim, seuls les emplois de services progressent (+ 0,1 %) avec 330 postes salariés supplémentaires. Les emplois du commerce faiblissent (- 0,1 %, soit - 200 postes). L'emploi industriel, en hausse au 3^e trimestre, fléchit à nouveau (- 0,1 %) et la baisse de l'emploi se poursuit dans la construction (- 0,4 %), à un rythme cependant moins soutenu qu'au trimestre précédent (*figure 4*). Ainsi au 4^e trimestre, l'industrie perd 250 postes salariés et la construction 300 postes.

1 Évolution de l'emploi salarié marchand

— Normandie
— France métropolitaine

Indice base 100 au 1er trimestre 2005

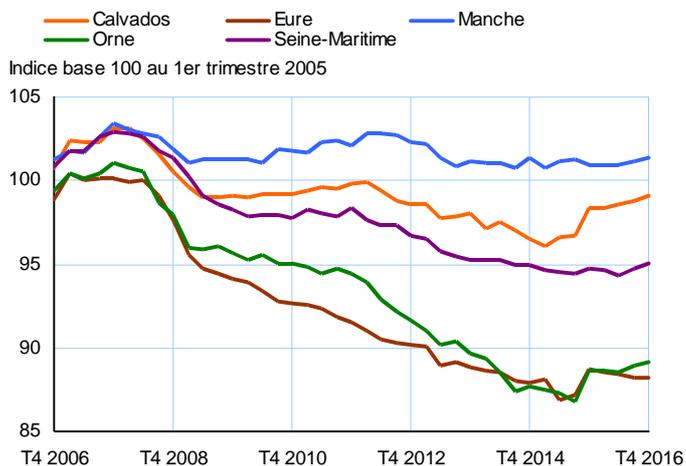


Champ : emploi salarié hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

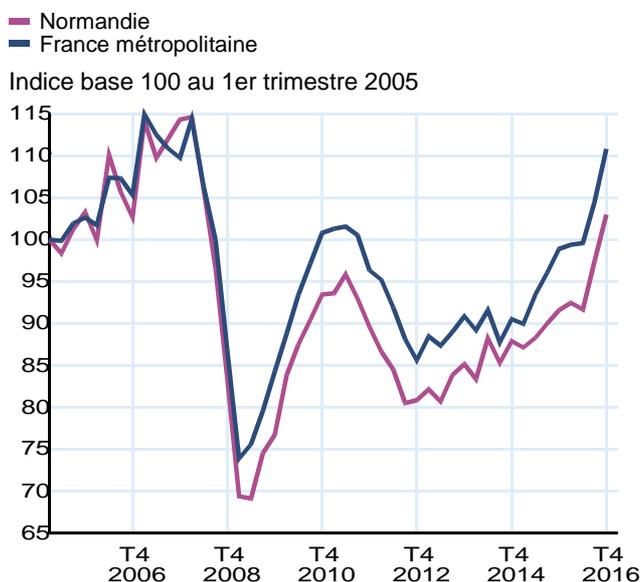
Source : Insee, estimations d'emploi.

2 Évolution de l'emploi salarié par département



Champ : emploi salarié hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.
 Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
 Source : Insee, estimations d'emploi

3 Évolution de l'emploi salarié intérimaire



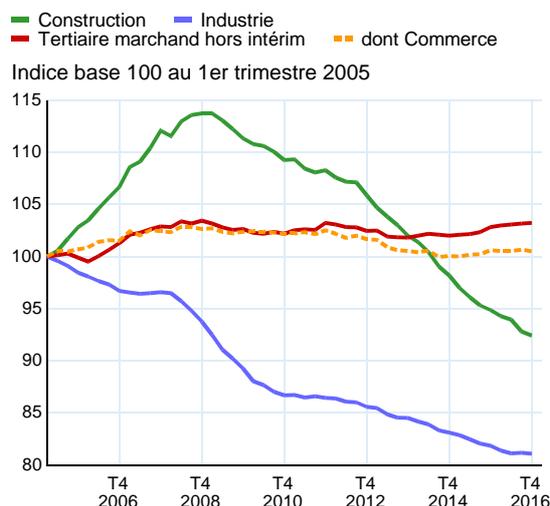
Champ : emploi salarié hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.
 Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
 Source : Insee, estimations d'emploi

Une situation de l'emploi contrastée dans les départements

Au niveau départemental, la progression de l'intérim est générale, de même que le recul de l'emploi dans la construction et le commerce. Mais la situation est divergente dans les autres secteurs d'activité.

Dans la Manche, l'augmentation de l'intérim est plus modérée (+ 3,3 %) mais l'emploi augmente dans l'industrie (+ 0,2 %) et dans les services (+ 0,2 %). Dans le Calvados et la Seine-Maritime, l'intérim s'étoffe davantage (respectivement + 7,0 % et + 6,6 %) et les emplois de services progressent (respectivement + 0,1 % et + 0,3 %). Cependant, dans ces deux départements, l'emploi recule dans l'industrie (respectivement - 0,2 % et - 0,4 %). L'Orne bénéficie des plus fortes progressions dans l'intérim (+ 8,7 %) et dans l'industrie (+ 0,6 %), mais l'emploi diminue dans les services (- 1,0 %). Enfin dans l'Eure, seuls les emplois intérimaires augmentent, mais modérément (+ 2,8 %).

4 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur



Champ : emploi salarié hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.
 Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, estimations d'emploi

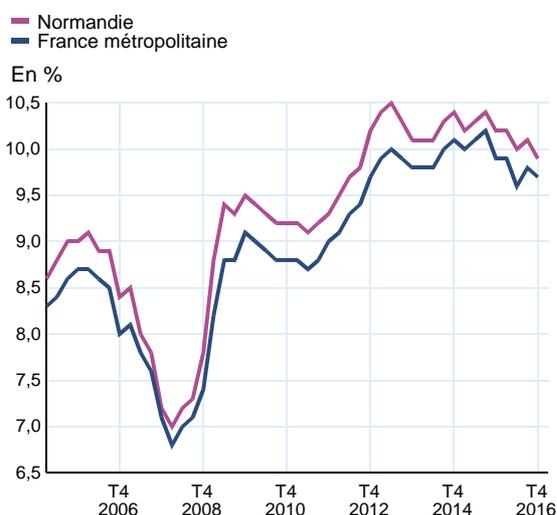
Baisse du chômage dans les cinq départements

En moyenne au 4^e trimestre 2016, le taux de chômage baisse de 0,2 point par rapport au trimestre précédent en Normandie et s'établit à 9,9 % de la population active. En France métropolitaine, il diminue de 0,1 point et atteint 9,7 % (figure 5).

Au niveau départemental, le taux de chômage diminue de 0,2 point dans le Calvados (9,2 %) et l'Orne (9,1 %), et de 0,1 point dans l'Eure (10,3 %), la Manche (8,0 %) et la Seine-Maritime (11,1 %).

Sur un an, le taux de chômage diminue de 0,3 point en Normandie et de 0,2 point en France métropolitaine.

5 Évolution du taux de chômage



Note : données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
 Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

Fin décembre 2016, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B ou C (tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi) diminue de 0,6 % sur trois mois en Normandie et de 0,2 % en France métropolitaine. Ainsi en Normandie, 284 470 demandeurs d'emploi de catégories A, B ou C sont inscrits à Pôle Emploi fin décembre 2016, soit 1 730 de moins qu'à fin septembre.

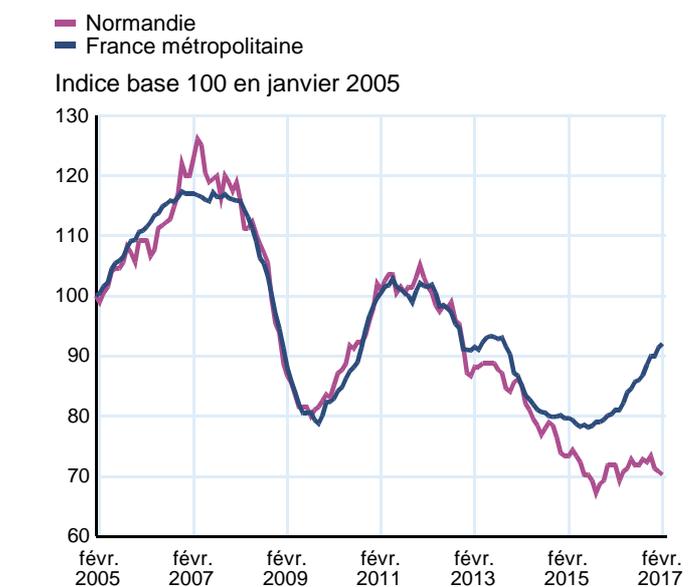
La baisse se poursuit pour les jeunes de moins de 25 ans (- 1,7 %) et les personnes inscrites depuis plus d'un an (- 1,1 %). Cependant, le nombre de DEFM de 50 ans ou plus continue d'augmenter (+ 1,5 %).

Globalement, le nombre de demandeurs d'emploi diminue dans l'Eure (- 1,1 %), l'Orne (- 0,9 %), la Seine-Maritime (- 0,8 %) et la Manche (- 0,2 %). Il augmente dans le Calvados (+ 0,1 %).

Ralentissement de la construction de logements mais reprise pour les locaux à usage non résidentiel

Fin décembre 2016, en données cumulées sur 12 mois, le nombre de logements mis en chantier diminue de 2,2 % par rapport à fin septembre 2016 en Normandie, tandis que l'activité progresse de 3,7 % en France métropolitaine (figure 6). Dans la région, la hausse dans le logement individuel ne compense pas le recul dans le logement collectif et résidentiel. Sur un an, 13 900 logements sont mis en chantier en Normandie.

6 Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des 12 derniers mois.

Source : SoeS, [Sit@del2](#).

Cependant, les perspectives d'activité sont favorables, car les permis de construire des logements (figure 7) augmentent de 6,5 % en Normandie contre 3,3 % en France métropolitaine.

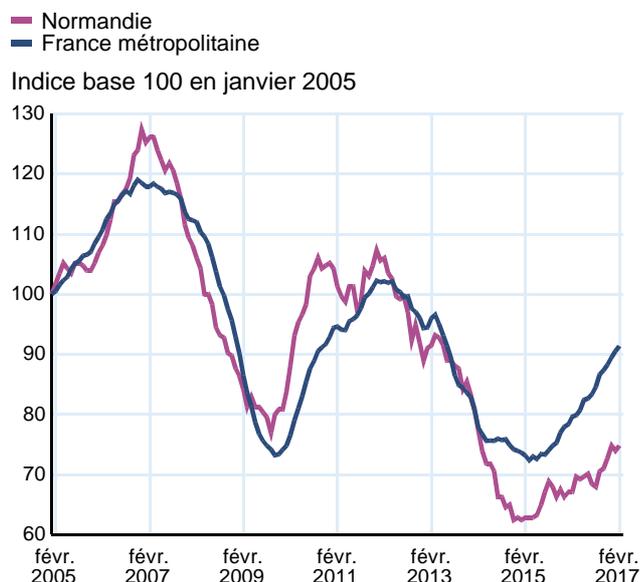
Sur la même période, les mises en chantier de locaux à usage non résidentiel progressent plus vivement en Normandie (+ 4,4 % contre + 2,4 % en France métropolitaine). La construction de bureaux et d'entrepôts contribue le plus à cette hausse dans la région. Sur un an, 1 220 milliers de m² de locaux non résidentiels ont été mis en chantier en Normandie.

De même, les autorisations de construction de locaux non résidentiels s'étoffent davantage en Normandie (+ 2,4 %) qu'en France métropolitaine (+ 1,2 %).

Retour de la clientèle étrangère dans l'hôtellerie

Au 4^e trimestre 2016 en Normandie, le nombre de nuitées dans les hôtels (figure 8) augmente de 9,5 % par rapport au même trimestre un an auparavant (+ 4,9 % en France métropolitaine). Cette hausse, plus vigoureuse dans les hôtels du Calvados (+ 11,6 %) et de la Manche (+ 10,5 %), concerne les cinq départements normands. La fréquentation de la clientèle française s'accroît de 8,9 % ; celle de la clientèle étrangère, en recul depuis le 2^e trimestre 2015, se redresse nettement ce trimestre (+ 12,6 %). Ces progressions sont plus marquées qu'en France métropolitaine (respectivement + 5,8 % et + 3,0 %). En Normandie, 1,6 millions de nuitées ont été enregistrées dans les hôtels, dont 16 % résultent de la clientèle étrangère.

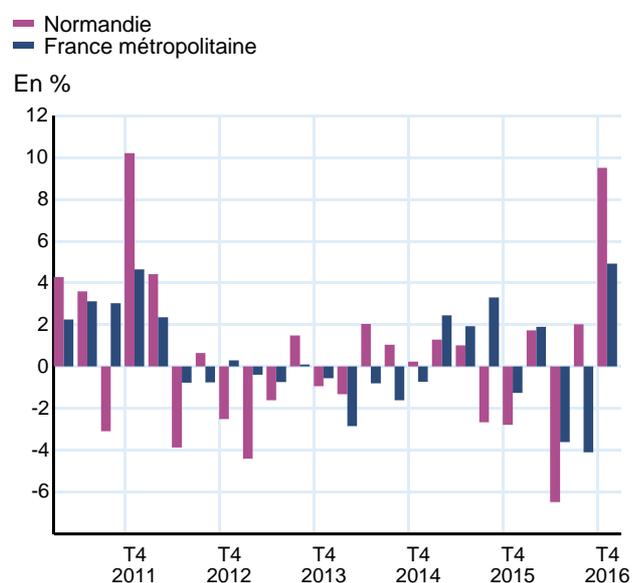
7 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des 12 derniers mois.

Source : SoeS, [Sit@del2](#).

8 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Notes : données trimestrielles brutes.

Évolution du nombre de nuitées du trimestre de l'année n par rapport au trimestre de l'année n-1.

Source : Insee ; en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la Direction Générale des Entreprises (DGE).

Progression des créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs et recul des défaillances

Au 4^e trimestre 2016, le nombre de créations d'entreprises est quasi stable par rapport au trimestre précédent en Normandie (+ 0,2 % en données corrigées des variations saisonnières, figure 9). La hausse des créations d'entreprises classiques (+ 3,3 %) compense la baisse des immatriculations de micro-entrepreneurs (- 5,9 %). En France métropolitaine, les créations se replient de 1,1 % : ce recul concerne les immatriculations de micro-entrepreneur comme les autres créations.

En Normandie, les créations augmentent dans l'industrie (+ 8,7 %) et dans le secteur regroupant le commerce, le transport, l'hôtellerie et la restauration (+ 6,7 %). À contrario, elles diminuent dans les services (- 3,8 %) et la construction (- 1,1 %). Tous secteurs confondus, 4 400 entreprises sont créées au cours du trimestre, dont 32 % sont des immatriculations de micro-entrepreneurs.

Au 4^e trimestre 2016 en données cumulées sur un an, les défaillances d'entreprises reculent par rapport au trimestre précédent, de 3,6 % en Normandie et de 2,6 % en France métropolitaine (figure 10). Les secteurs de la construction (-6,1 %) et des services (-4,6 %)

contribuent le plus à cette baisse. Toutes activités confondues, sur un an, 2 570 entreprises sont soumises à une procédure de redressement judiciaire. ■

9 Évolution des créations d'entreprises

- Normandie hors micro-entr.
- France métr. hors micro-entr.
- Normandie y/c micro-entr.
- France métr. y/c micro-entr.

Indice base 100 au 1er trimestre 2009

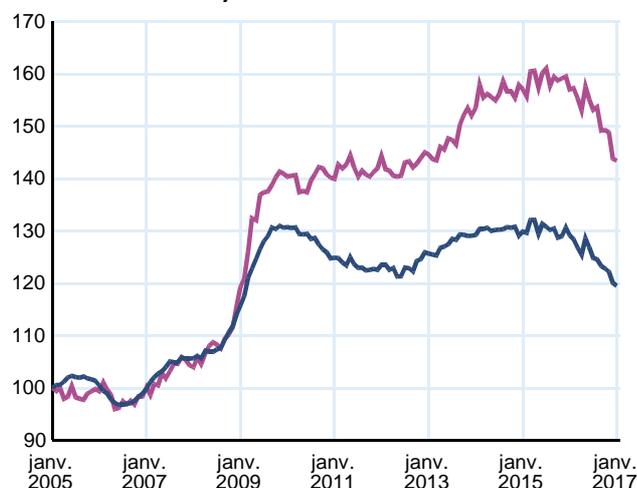


Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
 Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).
 Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

10 Évolution des défaillances d'entreprises

- Normandie
- France métropolitaine

Indice base 100 en janvier 2005



Note : données mensuelles brutes au 14 mars 2017, en date de jugement. Chaque point représente l'évolution du cumul des douze derniers mois.
 Source : Fiben, Banque de France.

Conjoncture nationale : L'économie française a accéléré fin 2016

En France, l'activité a accéléré fin 2016 (+0,4 % au quatrième trimestre après +0,2 % au troisième). La production manufacturière est restée solide, surtout du fait d'une forte hausse dans les matériels de transports. Côté demande, les exportations ont accéléré, en particulier grâce à des livraisons aéronautiques exceptionnelles en décembre. Après deux trimestres atones, la demande intérieure s'est nettement raffermie, à la fois la consommation des ménages et l'investissement des entreprises, alors que l'investissement des ménages est resté vigoureux. Dans le même temps, l'emploi salarié marchand a encore progressé (+64 000 après +50 000) et le chômage a légèrement diminué (-0,1 point à 10,0 %). En février, le climat des affaires demeure au-dessus de sa moyenne de longue période dans les services et surtout dans l'industrie, où il est au plus haut depuis l'été 2011. Au total, le PIB progresserait de nouveau solidement au premier semestre 2017 (+0,3 % au premier trimestre puis +0,5 % au deuxième). L'emploi conserverait sa vigueur et le chômage baisserait à nouveau, à 9,8 % mi-2017.

Contexte international : Un vent d'optimisme souffle sur l'économie mondiale

L'activité dans les économies avancées est restée solide au quatrième trimestre 2016 (+0,5 %), en particulier au Royaume-Uni (+0,7 %). Dans la zone euro, la croissance s'est légèrement élevée (+0,4 % après +0,3 %), en particulier en Allemagne (+0,4 % après +0,1 %). Avec un climat des affaires nettement au-dessus de sa moyenne de longue période, la croissance resterait solide dans les économies avancées au premier semestre 2017. Ce serait notamment le cas aux États-Unis où souffle une bouffée d'optimisme postélectorale. La hausse récente du cours du pétrole et celle des prix alimentaires stimulent un regain d'inflation qui érode les gains de pouvoir d'achat des ménages. Néanmoins, les ménages européens lisseraient l'effet de cette érosion sur leurs dépenses et épargneraient un peu moins. En outre, les salaires gagneraient en dynamisme, notamment en Allemagne et en Espagne où les salaires minima ont été nettement revalorisés. L'activité économique accélérerait même légèrement dans la zone euro, grâce aux exportations. Le chômage continuerait de baisser doucement.

Insee Normandie
 5, rue Claude Bloch - BP 95137
 14024 Caen Cedex -

Directeur de la publication :
 Daniel BRONDEL

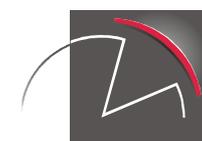
Rédacteur en chef :
 Mayse CADALANU

Attachés de presse :
 Martine Chéron (Rouen)
 Tél : 02.35.52.49.75
 Philippe Lemarchand (Caen)
 Tél : 02.31.45.72.88

ISSN : 2493-7495
 © Insee 2017

Pour en savoir plus :

- Note de conjoncture, mars 2017
www.insee.fr/fr rubrique [Statistiques](#) / Le pouvoir d'achat ralentit, le climat conjoncturel reste favorable
- www.insee.fr, rubrique statistiques, [Tableaux de bord de la conjoncture](#) : Normandie



Insee
 Mesurer pour comprendre